



## RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE 2015

### LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES



**Desjardins**  
Capital régional  
et coopératif



# CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

## RAPPORT DE GESTION

*Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats de la Société au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.*

*Les rendements annuels et composés de la Société exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.*

*Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés doit être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.*

*Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site ([capitalregional.com](http://capitalregional.com)) ou le site de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).*

*Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.*

# FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2015. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de la Société. Pour le premier semestre 2015 et l'exercice 2014, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financières (les « IFRS »). Pour l'exercice 2013, les données financières ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme aux IFRS et comparable à celle de l'exercice 2014. Ce retraitement comptable n'a eu aucune incidence sur l'actif net et le bénéfice net de la Société. Les données financières des exercices 2010 à 2012 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

## RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	30 JUIN 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)	31 DÉC. 2011 (PCGR)	31 DÉC. 2010 (PCGR)
Produits	22 263	44 422	51 982	53 491	46 894	44 970
Gains (pertes) sur investissements	15 979	42 884	10 670	42 376	117 757	8 032
Bénéfice net	20 790	49 245	24 950	53 435	122 588	18 696
Actif net	1 592 650	1 502 462	1 470 576	1 356 446	1 220 427	1 019 846
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	130 541	124 665	126 165	118 243	110 776	102 908
Ratio des charges totales d'exploitation <sup>(1)</sup> (%)	1,8	2,1	2,0	2,4	3,0	2,8
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires <sup>(1)</sup> (%)	2,1	2,2	2,2	2,4	3,0	2,8
Taux de rotation du portefeuille :						
– investissements à impact économique québécois (%)	9	19	16	23	28	11
– autres investissements (%)	77	102	108	67	110	112
Ratio des frais d'opérations <sup>(2)</sup> (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	100 277	96 236	100 861	103 052	106 577	111 476
Émission d'actions ordinaires	131 207	62 906	149 995	149 994	153 955	180 982
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	1 516	764	1 739	–	–	–
Rachat d'actions ordinaires	60 293	79 501	59 075	67 410	75 962	85 753
Investissements à impact économique québécois au coût	718 143	675 355	671 547	625 414	498 984	473 331
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	737 351	710 923	733 907	659 045	541 909	439 550
Fonds engagés mais non déboursés	144 745	193 764	227 593	142 350	151 822	200 485

<sup>(1)</sup> Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites à l'état du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou, pour l'exercice, par l'actif net moyen, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits à l'état des variations de l'actif net au total des charges.

<sup>(2)</sup> Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

## VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

	30 JUIN 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)	31 DÉC. 2011 (PCGR)	31 DÉC. 2010 (PCGR)
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
<b>Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice</b>	<b>12,05</b>	<b>11,66</b>	<b>11,47</b>	<b>11,02</b>	<b>9,91</b>	<b>9,73</b>
<b>Augmentation attribuable à l'exploitation</b>	<b>0,16</b>	<b>0,40</b>	<b>0,20</b>	<b>0,46</b>	<b>1,15</b>	<b>0,19</b>
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,17	0,36	0,41	0,46	0,43	0,45
Charges d'exploitation	(0,11)	(0,25)	(0,23)	(0,28)	(0,31)	(0,27)
Impôts et taxe sur le capital	(0,02)	(0,06)	(0,07)	(0,09)	(0,07)	(0,07)
Gains (pertes) réalisés	0,31	0,52	0,03	0,48	0,20	(0,36)
Gains (pertes) non réalisés	(0,19)	(0,17)	0,06	(0,11)	0,90	0,44
<b>Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,04)</b>	<b>(0,01)</b>
<b>Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice</b>	<b>12,20</b>	<b>12,05</b>	<b>11,66</b>	<b>11,47</b>	<b>11,02</b>	<b>9,91</b>

## APERÇU

La Société a clôturé son premier semestre 2015 avec un bénéfice net de 20,8 M\$ (32,4 M\$ pour la même période en 2014), soit un rendement non annualisé de 1,4 % (2,2 % au 30 juin 2014), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 12,20 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2015, comparativement à 12,05 \$ à la fin de l'exercice 2014. La Société vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par la Société lui permet de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. Elle connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis les 13 derniers semestres.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 3,7 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, comparativement à un rendement non annualisé de 4,0 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2015, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 718,1 M\$ dont 94,9 M\$ ont été réalisés durant le premier semestre 2015. Au 30 juin 2015, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par la Société, se chiffrent à 144,7 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 45,9 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement non annualisé de 1,7 % pour le premier semestre de 2015 (un rendement non annualisé de 3,3 % pour la période correspondante en 2014). Le rendement du premier semestre de 2015 découle principalement de la forte baisse des taux obligataires au cours de la période.

Pour le premier semestre 2015, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 131,2 M\$. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 60,3 M\$. Le solde des actions éligibles au rachat au 30 juin 2015 s'élevait à plus de 477 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 592,7 M\$, en hausse de 6,0 % par rapport au 31 décembre 2014. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2015 était de 100 277.

## VISION DE LA SOCIÉTÉ SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

En matière d'entrepreneuriat, une récente étude<sup>1</sup>, souligne que différents indices pointent vers une sous-performance du Québec comparativement aux autres provinces canadiennes. Parmi les raisons citées, on note particulièrement une culture entrepreneuriale plus faible et un lourd fardeau administratif. Le Québec doit donc consacrer un effort important pour développer la fibre et la culture entrepreneuriale de sa population.

Le transfert et la pérennité d'entreprises existantes et en santé sont tout aussi névralgiques. Le déploiement d'énergie entrepreneuriale afin de reprendre les commandes d'une entreprise est donc un thème crucial au Québec.

Finalement, le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à

demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a de graves répercussions sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois fiscalement nécessaires à la santé des finances publiques de la province.

Dans la réalisation de sa mission, la Société vise à se différencier et à jouer un rôle unique pour adresser ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

## CONTEXTE ÉCONOMIQUE

En début d'année, la baisse des prix du pétrole n'a pas ravivé l'économie mondiale comme attendu et les États-Unis n'ont enregistré qu'une faible croissance de leur PIB réel au premier trimestre. Il est à remarquer que l'économie eurolandaise s'améliore, affichant de modestes signes d'accélération de trimestre en trimestre. De plus, le crédit aux particuliers et aux entreprises progresse plus rapidement en zone euro, l'inflation remonte et les taux d'intérêt négatifs sont moins présents. L'économie japonaise s'est améliorée au début de 2015 connaissant une croissance annualisée de 3,9 % du PIB réel qui contraste avec la courte récession qui a sévi l'an dernier à la suite de la hausse de la taxe de vente. Parmi les principaux pays émergents, c'est l'Inde qui se porte le mieux. En Chine, le ralentissement se poursuit. Les autorités monétaires tentent de limiter cette faiblesse par divers assouplissements de la politique monétaire. La progression du PIB réel mondial devrait être de 3,3 % en 2015 et de 3,9 % en 2016.

Aux États-Unis, les conditions économiques s'améliorent. Ainsi, après une croissance de 0,6 % au premier trimestre de 2015, le PIB réel a progressé de 2,3 % au printemps. Les dépenses de consommation, notamment les ventes d'automobiles, ainsi que le secteur de l'habitation sont en amélioration. De plus, la création d'emplois reste forte, les indices de confiance des ménages augmentent malgré la remontée des prix de l'essence et les salaires montrent les premiers signes d'une accélération. La contraction des investissements dans le secteur pétrolier et la force du dollar américain nuisent à la croissance de l'économie américaine. Affectée par la faiblesse du début de l'année, la croissance annuelle du PIB réel ne devrait atteindre que 2,4 % en 2015. Une hausse de 3,0 % demeure prévue pour l'an prochain.

Au Canada, les conditions économiques se sont considérablement détériorées durant l'hiver. En outre, le PIB réel a diminué de 0,6 % à un rythme annualisé au premier trimestre de 2015, soit un résultat nettement plus négatif que prévu. Non seulement les investissements non résidentiels ont chuté en raison des difficultés du secteur de l'énergie, mais les dépenses de consommation ont souffert d'un recul prononcé des achats de biens durables. De plus, les exportations ont diminué légèrement, plusieurs problèmes, tels que la baisse des investissements dans le secteur énergétique et le conflit de travail dans les ports de la côte ouest qui a perturbé la manutention des marchandises ont entravé la demande américaine. Le PIB réel pourrait reculer de nouveau au deuxième trimestre, ce qui plongerait l'économie canadienne dans une récession technique. Cette dernière serait toutefois concentrée au sein des secteurs industriels et des régions davantage orientés vers l'énergie et les ressources naturelles. Les projections sont toutefois meilleures pour la seconde moitié de 2015 car la vitalité de la demande américaine ainsi que la valeur plus faible du dollar canadien engendrerait des conditions favorables au commerce extérieur. Les provinces manufacturières, dont l'Ontario, pourraient en profiter particulièrement. Enfin, le PIB réel canadien pourrait croître de 1,1 % en 2015, comparativement à un gain de 2,4 % en 2014.

<sup>1</sup> Mouvement Desjardins et CIRANO, *Pour un Québec plus prospère et plus entrepreneurial*, avril 2014.

L'économie du Québec a connu une croissance de 1,6 % à un rythme annualisé au premier trimestre de 2015. Certains indicateurs ont été affectés négativement par l'hiver rigoureux, notamment les mises en chantier et les ventes au détail. La hausse de la production d'électricité a toutefois entraîné une hausse de l'activité économique. La baisse du PIB réel de 0,4 % en avril diminue les attentes pour le deuxième trimestre.

Le Québec présente quelques points positifs. Les statistiques sur les investissements sont plus favorables qu'au Canada et la tendance haussière des exportations de la province semble se maintenir. La structure industrielle du Québec montre que l'économie est peu affligée par le bas niveau des cours pétroliers. De plus, la province bénéficie de la faiblesse du dollar canadien et du dynamisme de l'économie aux États-Unis et en Ontario.

Le froid intense de l'hiver 2015 a nui au démarrage de plusieurs chantiers résidentiels. La tendance baissière qui prévalait déjà pour la construction neuve a donc été amplifiée, mais la situation commence à se rétablir. Les ventes de propriétés existantes ont également connu un départ assez lent en 2015, mais un regain d'activité est survenu par la suite. Les prix des résidences ont tendance à se stabiliser et le marché québécois affiche un léger surplus, notamment pour les copropriétés.

Les taux obligataires des pays industrialisés ont augmenté considérablement au cours du deuxième trimestre de 2015. Après être descendu à 0,05 % à la mi-avril, le taux de 10 ans allemand est ainsi remonté aux environs de 0,85 %. Les taux de 10 ans et de 30 ans ont aussi bondi de plus de 0,30 % aux États-Unis et au Canada au cours du deuxième trimestre. La remontée des cours pétroliers a contribué à l'augmentation des taux obligataires en diminuant les craintes de déflation. La publication de statistiques économiques encourageantes à la fin du deuxième trimestre a aussi exercé des pressions haussières sur les taux obligataires en augmentant les probabilités que la Réserve fédérale amorce un resserrement monétaire dès sa rencontre de septembre prochain. Le relèvement des taux directeurs américains se ferait cependant de façon très graduelle, ce qui devrait limiter les pressions haussières sur les taux obligataires. Après un début d'année encore plus difficile qu'anticipé pour l'économie canadienne, la Banque du Canada a abaissé ses taux directeurs à la mi-juillet, ce qui a exercé de nouvelles pressions baissières sur la devise canadienne. Elle devrait garder sa politique monétaire inchangée pour plusieurs trimestres à venir. Les marchés boursiers nord-américains n'ont

pas affiché une tendance claire au cours des derniers mois étant donné que les investisseurs réagissaient, entre autres, à l'évolution des négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers.

## ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

#### RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société affiche un bénéfice net de 20,8 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2015, soit un rendement non annualisé de 1,4 %, comparativement à un bénéfice net de 32,4 M\$ (rendement non annualisé de 2,2 % pour la même période en 2014). L'actif net par action augmente ainsi à 12,20 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin du semestre, comparativement à 12,05 \$ à la fin de l'exercice 2014. À titre indicatif, au prix de 12,20 \$ entrant en vigueur le 19 août 2015, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 11,9 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 19 août 2008.

Les résultats de la Société proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements non annualisés respectifs de 3,7 % et de 1,7 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,2 % sur le rendement non annualisé de la Société.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par la Société lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2015				30 JUIN 2014			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois*	728	47,5	3,7	1,7	748	51,7	3,9	1,9
Autres investissements et encaisse	805	52,5	1,7	0,9	699	48,3	3,3	1,6
	1 533	100,0	2,6	2,6	1 447	100,0	3,5	3,5
Charges, nettes des frais d'administration			(1,0)	(1,0)			(1,1)	(1,1)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,2)	(0,2)
Rendement de la Société			1,4	1,4			2,2	2,2

\* Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

## INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 94,9 M\$ et des cessions de 82,1 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 12,8 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 13,2 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 736,9 M\$ au 30 juin 2015 (710,9 M\$ au 31 décembre 2014). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 94,9 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans deux entreprises manufacturières pour un montant global de 71,5 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 18,2 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 144,7 M\$ au 30 juin 2015, comparativement à 193,8 M\$ au 31 décembre 2014. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2015 s'élevaient à 862,9 M\$ dans 121 entreprises, coopératives et fonds, dont 718,1 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2015, la Société, forte de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutient directement la croissance de 388 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 22,7 M\$ (22,1 M\$ au 31 décembre 2014) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par la Société. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2015, la Société n'a procédé à aucun remboursement et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 0,6 M\$, à la suite de gains constatés sur les investissements sous-jacents.

Au cours du premier semestre 2015, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 25,9 M\$, soit un rendement de 3,7 %, comparativement à 27,9 M\$ pour la même période en 2014 (rendement de 3,9 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014
Produits	13 528	13 300
Gains et pertes	12 354	14 555
	<b>25 882</b>	27 855

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation représentant 1,6 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2015 (1,1 M\$ pour la même période en 2014) sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR), le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par la Société. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par la Société évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par la Société, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de la Société se chiffre à 5,7 M\$ pour le premier semestre

de 2015 (5,3 M\$ pour celui de 2014), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de la Société dans ces fonds.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

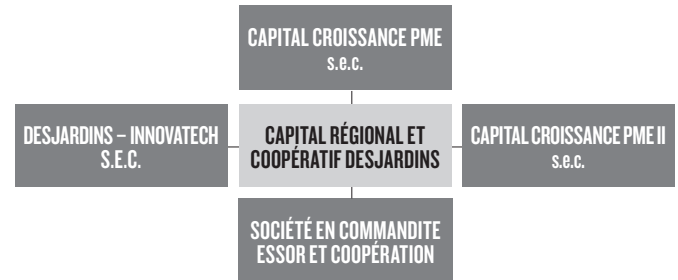
La Société a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 12,4 M\$ comparativement à un gain de 14,6 M\$ pour la même période en 2014. L'impact positif de ces variations de la juste valeur sur les résultats de la Société s'explique par la bonne performance de plusieurs compagnies en portefeuille, et ce, malgré un contexte économique plus difficile qui est venu en affecter certaines.

Au 30 juin 2015, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2014, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

## ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, la Société joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'elle a contribué à créer, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à la Société de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

### Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de la Société, DCR, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. La Société et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagées à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 30 juin 2015, la Société avait déboursé 102,5 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 7,5 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Au 30 juin 2015, un total de 160 entreprises et fonds bénéficient de 118,8 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a soutenu un total de 183 entreprises en y injectant 188,3 M\$.

- La Société annonçait, en 2013, le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ donnant ainsi naissance, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant maximal de 230 M\$ additionnels, dont la majorité sera investie sur une période de trois ans, permettra aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. Le taux de participation de la Société dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 30 juin 2015, la Société avait déboursé 48,0 M\$ sur son engagement total de 115 M\$. Aussi, un total de 93 entreprises et fonds bénéficient de 96,1 M\$ engagés par CCPME II à pareille date. Depuis sa création, ce fonds a soutenu un total de 89 entreprises en y injectant 90,2 M\$.
- La Société est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. DI a contribué à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 30 juin 2015, un total de 38 entreprises et fonds bénéficiaient de 57,5 M\$ engagés par DI. Le taux de participation de la Société dans le fonds DI est de 54,5 %.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération) a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. La Société et un autre partenaire se sont engagés à apporter des investissements respectifs de 40 M\$ et 4 M\$, pour une capitalisation totale de 44 M\$. Parallèlement, cette société en commandite a conclu une entente avec la Banque de développement du Canada et le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres d'aide aux entreprises afin de co-investir dans certains projets, mettant ainsi une somme globale de près de 60 M\$ à la disposition des coopératives québécoises. De plus, la Société a confirmé au cours du semestre, son intérêt à augmenter son engagement dans ce fonds selon des modalités qui restent à déterminer.

Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société a déboursé 20,0 M\$ sur son engagement total de 40 M\$, permettant ainsi au fonds Essor et Coopération d'appuyer 13 coopératives dans leur développement.

Au 30 juin 2015, ce sont 388 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 900,2 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de 62 000 emplois.

Les sommes allouées à ces fonds prennent de plus en plus d'ampleur. Afin de mieux gérer et suivre ses activités, la Société considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par la Société avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances, et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de la Société;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

## RENDEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	30 JUIN 2015				30 JUIN 2014			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dette	238	15,5	3,6	0,6	186	12,8	3,1	0,4
Équité	386	25,2	4,2	1,0	447	30,9	5,1	1,5
Fonds externes	37	2,4	11,4	0,3	34	2,4	1,9	0,0
Capital de risque	23	1,5	(7,0)	(0,2)	30	2,1	(5,4)	(0,1)
Sous-total Profils d'investissement	684	44,6	3,8	1,7	697	48,2	4,0	1,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	44	2,9	1,0	0,0	51	3,5	2,7	0,1
<b>Total Écosystème</b>	<b>728</b>	<b>47,5</b>	<b>3,7</b>	<b>1,7</b>	<b>748</b>	<b>51,7</b>	<b>3,9</b>	<b>1,9</b>



La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique principalement par les profils d'investissement « Équité » et « Dette » qui affichent des rendements respectifs de 4,2 % et 3,6 %. Ces rendements découlent notamment de l'amélioration de la rentabilité de quelques entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ces profils, ils contribuent majoritairement au rendement de 3,7 % de l'écosystème au premier semestre 2015. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont un impact très limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

## AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire, de fonds immobiliers et d'actions privilégiées, procure une solide base de revenus courants à la Société et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions ordinaires et aux investissements.

Au 30 juin 2015, le portefeuille des autres investissements de la Société, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 831,5 M\$, comparativement à 778,7 M\$ au 31 décembre 2014. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2015, 66 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale, soit le même pourcentage qu'au 31 décembre 2014.

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 52 % au terme du premier semestre de 2015, soit le même pourcentage qu'au 31 décembre 2014. Les fonds engagés mais non déboursés de 144,7 M\$, représentant 9 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de la Société, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

La Société prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer autour de 35 % lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

La Société met en place des stratégies de gestion des liquidités du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014
Produits	9 764	10 229
Gains et pertes	3 627	13 291
	<b>13 391</b>	23 520

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 13,4 M\$ pour le premier semestre de 2015, comparativement à une contribution de 23,5 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont légèrement à la baisse comparativement à ceux de la même période en 2014 à la suite de la baisse généralisée des taux d'intérêt obligataires.

Pour le premier semestre 2015, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 3,6 M\$. D'une part, le portefeuille d'actions privilégiées a enregistré une perte de 4,9 M\$ qui s'explique par une vente massive des titres à taux rajustable observée sur les marchés à la suite de la baisse anticipée des taux d'intérêts obligataires ainsi qu'à la détérioration de la notation de crédit d'un des émetteurs en portefeuille. D'un autre côté, le portefeuille obligataire a enregistré un solide gain de 8,5 M\$ qui s'explique principalement par la baisse des taux obligataires au cours de la période. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 0,81 % au 30 juin 2015, à la suite d'une forte baisse de 53 points de base pour la période de 6 mois.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de la Société vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de la Société.

## SOUSCRIPTION

La Société offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, la Société a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive concernant la capitalisation de la Société, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 4 juin 2014, a autorisé exceptionnellement la Société à recueillir 150 M\$ pour l'émission 2015. Du même coup, le taux du crédit d'impôt provincial octroyé pour l'acquisition d'actions a été fixé à 45 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum annuel alloué par investisseur pour l'émission 2015 a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 350 \$.

En date du présent rapport, la souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable de 45 %, applicable à l'impôt du Québec seulement.

Ce crédit d'impôt était de 50 % à l'égard des actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de la Société, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2015, le capital-actions de la Société s'élève à 1 358,2 M\$ pour 130 540 525 actions en circulation.

En lien avec son émission d'actions 2015, la Société a commencé à accepter les souscriptions à compter du 25 mai dernier. Pour le premier semestre 2015, elle a recueilli 131,2 M\$ sur un montant autorisé de 150 M\$, alors qu'à pareille date l'an passé, la vente des actions de l'émission 2014 n'avait pas encore débuté. L'émission 2014 qui s'est écoulée pendant le deuxième semestre de 2014 a permis de recueillir 63 M\$, soit le maximum autorisé.

Pour le premier semestre 2015, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 60,3 M\$ (43,3 M\$ pour la même période en 2014).

Au 30 juin 2015, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 477 M\$. Pour le deuxième semestre de 2015, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 19 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 496 M\$ pour l'exercice 2015. La Société est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats du premier semestre 2015 ont porté le nombre d'actionnaires à 100 277 au 30 juin 2015, comparativement à 96 236 au 31 décembre 2014.

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

## CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014
Frais de gestion	12 447	12 210
Autres frais d'exploitation	1 004	1 594
Services aux actionnaires	1 017	1 018
	<b>14 468</b>	14 822

La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. Les honoraires de négociation, représentant 1,6 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2015, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Les frais feront l'objet d'une renégociation entre la Société et son gestionnaire pour l'année 2016. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

La baisse des autres frais d'exploitation de 0,6 M\$ s'explique principalement par la baisse des frais liés au processus d'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements. Ce système, implanté en novembre

2014, permet de gérer l'augmentation du volume des investissements directs et indirects. De plus, les honoraires professionnels liés à l'investissement, sont en diminution comparativement au premier semestre de 2014.

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 30 juin 2015, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2015, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est d'un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties. De plus, des frais d'émission d'actions nets d'impôts de 1,5 M\$, payables au réseau des Caisses Desjardins pour l'émission 2015, ont été comptabilisés en diminution du capital-actions.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 3,0 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2015, comparativement à 3,3 M\$ pour la même période en 2014. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'entreprise, le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, les entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats s'élèvent à 70,9 M\$, comparativement à des sorties de liquidités liées aux rachats au montant de 43,3 M\$ pour la même période en 2014. Les activités opérationnelles ont généré une utilisation nette de liquidités de 95,3 M\$ comparativement à une entrée de liquidités de 46,7 M\$ pour la même période en 2014.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois de 81,8 M\$ pour le premier semestre 2015 (52,9 M\$ pour le même semestre de 2014) viennent essentiellement de deux investissements importants dans le secteur manufacturier. Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 76,0 M\$, comparativement à un produit de cession net de 57,1 M\$ pour la même période en 2014.

Au 30 juin 2015, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 28,1 M\$ (52,5 M\$ au 31 décembre 2014).

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir céder rapidement des actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2015 ni au cours de l'exercice 2014.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

## VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE LA SOCIÉTÉ

La Société a vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion des activités de la Société.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

## GESTION DES RISQUES

### GOVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration (« le conseil ») est composé de treize administrateurs, dont une majorité sont indépendants, et sa présidence est assurée par un administrateur indépendant. Le conseil administre les affaires de la Société et voit à la réalisation de la mission. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de la Société.

Ses fonctions d'orientation consistent notamment à s'assurer du respect de la mission de la Société et à approuver les grandes orientations stratégiques. Quant à ses fonctions de surveillance, elles sont, entre autres, de s'assurer que les risques importants soient encadrés par les différents comités et de surveiller le risque stratégique et le risque de réputation lié à l'investissement.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par huit comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités du comité exécutif, du comité d'audit, du comité de gestion des actifs financiers, du comité de gouvernance et d'éthique, du comité d'évaluation de portefeuilles ainsi que des comités d'investissement « Dette subordonnée » et « Équité » n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

D'autre part, le conseil d'administration a révisé, en mai 2015, la charte de ses comités d'investissement où il a notamment créé le comité d'investissement « Innovation » dont le mandat général est identique aux deux autres comités d'investissement, soit d'étudier et d'autoriser les transactions liées aux investissements à impact économique québécois. Plus précisément, le comité d'investissement « Innovation » étudie les dossiers de sociétés requérant des capitaux propres ou tout dossier ayant une combinaison d'équité et de dette subordonnée et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes. Le comité d'investissement « Innovation » est composé d'un minimum de cinq membres, dont au moins deux administrateurs.

### NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de la Société dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 19 août 2015.

### RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur la Société sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

#### Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 814,6 M\$ (766,5 M\$ au 31 décembre 2014). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées pour une juste valeur de 263,5 M\$ (257,7 M\$ au 31 décembre 2014).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 43,7 M\$ (46,4 M\$ au 31 décembre 2014) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 694,6 M\$ (648,1 M\$ au 31 décembre 2014) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 30,9 M\$ du résultat net représentant une diminution de 2,0 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2015 (24,5 M\$ pour 1,6 % au 31 décembre 2014). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 32,6 M\$ représentant une augmentation de 2,2 % du prix de l'action (25,7 M\$ pour 1,7 % au 31 décembre 2014). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobiliers et les actions privilégiées, d'une juste valeur de 3,0 M\$ (3,0 M\$ au 31 décembre 2014) et 76,3 M\$ (72,1 M\$ au 31 décembre 2014) respectivement, peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux fonds immobiliers et aux actions privilégiées est limité compte tenu des montants en jeu.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels la Société détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 118,1 M\$ (105,4 M\$ au 31 décembre 2014), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 145,4 M\$ (152,3 M\$ au 31 décembre 2014), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

### Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2015, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,7 M\$ (0,9 M\$ au 31 décembre 2014). Ainsi, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de la Société.

### Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces actifs, dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 57,9 M\$ soit 3,6 % de l'actif net au 30 juin 2015, comparativement à 78,6 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2014.

La Société vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2015, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 45,7 M\$ US (70,5 M\$ US au 31 décembre 2014) au taux de 1,2348 \$ CA/\$ US (1,1629 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2014), et ce, le 30 septembre 2015.

Au 30 juin 2015, l'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 0,9 M\$ (3,2 M\$ au 31 décembre 2014). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

### RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7 font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les départager entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une amélioration globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		AU 30 JUIN 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	704 343	95,5	671 168	94,4
7 à 9	À risque	22 219	3,0	17 265	2,4
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	10 790	1,5	22 490	3,2

Pour le portefeuille obligataire, représentant 85,0 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes	AU 30 JUIN 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
	(en milliers \$)		(en milliers \$)	
AAA	361 406		301 901	
AA	125 144		100 851	
A	137 982		190 205	
BBB	66 610		51 878	
BB	3 422		3 238	

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

## RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de la Société se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre la Société vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

### Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et directives internes, le montant que la Société peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille des investissements à impacts économiques québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	AU 30 JUIN 2015		AU 31 DÉCEMBRE 2014	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	34,7	16,0	36,1	17,1
Autres investissements*	46,7	23,9	43,3	22,1

\* Les émetteurs gouvernementaux représentent 100 % (100 % au 31 décembre 2014) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

### Risque de concentration par région

Dictée par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2015, le portefeuille des investissements à impact économique québécois représente 46,6 % de l'actif net (47,3 % au 31 décembre 2014).

La Société s'est dotée d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limite la possibilité de détention de titres étrangers. Au 30 juin 2015, le portefeuille des autres investissements est composé à 100 % de titres canadiens (100 %, au 31 décembre 2014). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2015, le portefeuille des autres investissements représente 52,2 % de l'actif net (51,8 % au 31 décembre 2014).

### Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille des investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2015, les titres obligataires représentent 43,6 % de l'actif net (43,1 % au 31 décembre 2014). Le pourcentage de détention élevé de cette catégorie de titres vise à équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de la Société.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion lorsque le rythme des rachats se sera stabilisé au niveau anticipé, et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de 2015 et de l'exercice 2014.

## ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

### INVESTISSEMENTS – ADMISSIBILITÉ

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans les entités admissibles et les autres investissements qualifiés qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles.

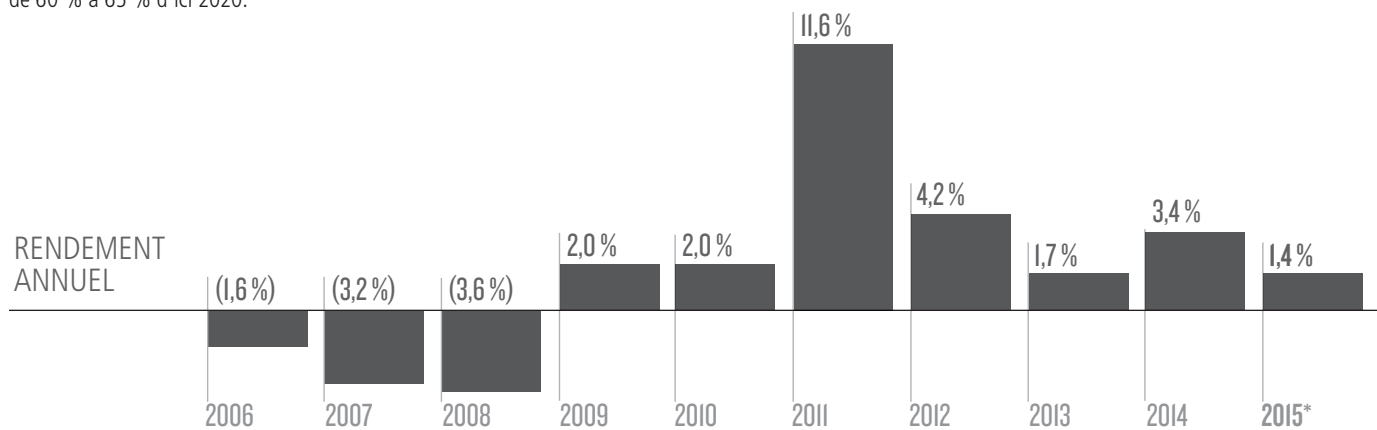
À la suite du budget provincial de mars 2015, à partir de 2016, il n'y aura plus de pénalités à payer si les cibles ne sont pas rencontrées. Ceci sera remplacé par une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice financier. Le budget prévoit aussi une augmentation annuelle de 1 % de la cible actuelle de 60 % à chacune des cinq prochaines années pour atteindre 65 % en 2020. La cible pour les entités situées dans les régions ressources du Québec et dans les coopératives admissibles doit continuer de représenter 35 % de ce pourcentage qui passera de 60 % à 65 % d'ici 2020.

## RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

### RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2015. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



\* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015.

## RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 30 JUIN 2015

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
1,7 %	3,1 %	4,5 %	2,6 %	2,3 %

## APERÇU DU PORTEFEUILLE

### PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 30 juin 2015, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois <sup>1</sup>	
Dette	14,9
Équité	26,0
Fonds externes	2,3
Capital de risque	0,7
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	2,7
<b>Total – Investissements à impact économique québécois</b>	<b>46,6</b>
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,6
Obligations	43,6
Actions privilégiées	4,8
Fonds immobiliers	0,2
<b>Total – Autres investissements</b>	<b>52,2</b>

\* Incluant les contrats de change

## PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2015, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	32,1
Fiducie du Canada pour l'habitation	6,9
LNH Banque Toronto Dominion (garanti SCHL)	6,2
Province de l'Ontario	3,8
LNH Merrill Lynch Canada, Inc. (garanti SCHL)	3,5
Province du Québec	3,4
Banque Royale du Canada	2,2
Banque Toronto Dominion	2,1
Banque Scotia	1,9
Gouvernement du Canada	1,5
LNH Banque Scotia (garanti SCHL)	1,5
Banque de Montréal	1,4

\* Les 14 émetteurs représentant collectivement 32,1 % de l'actif net de la Société sont :

- A. & D. Prévost inc.
- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME S.E.C.
- Capital croissance PME II S.E.C.
- Congébec Logistique inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s-inc.
- Groupe Atis inc.
- Groupe TELECON
- Industries Fournier inc.
- La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 19 août 2015

# RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 19 août 2015. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

---

Chef de la direction financière



# **Capital régional et coopératif Desjardins**

États financiers individuels intermédiaires  
**30 juin 2015**  
(en milliers de dollars canadiens)



Le 19 août 2015

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins**

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014, les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2015 et 2014, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4  
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2015 et 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*(signée)* PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 30 juin 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
<b>Actif</b>			
Investissements à impact économique québécois	7	737 351	710 923
Autres investissements	8	816 858	769 545
Impôts sur le bénéfice	18	22 646	17 399
Comptes débiteurs	10	55 385	30 232
Encaisse	11	13 901	9 174
		<u>1 646 141</u>	<u>1 537 273</u>
<b>Passif</b>			
Billets à payer et passifs financiers	12	22 718	22 148
Comptes créditeurs	13	30 360	8 746
Impôts sur le bénéfice	18	413	3 917
		<u>53 491</u>	<u>34 811</u>
<b>Actif net</b>	15	<u>1 592 650</u>	<u>1 502 462</u>
<b>Nombre d'actions ordinaires en circulation</b>		<u>130 540 525</u>	<u>124 664 633</u>
<b>Actif net par action ordinaire</b>		12,20	12,05

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Jacques Plante \_\_\_\_\_, administrateur

(signé) Chantal Bélanger \_\_\_\_\_, administratrice

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2015 \$	2014 \$
<b>Produits</b>			
Intérêts	7	15 403	18 811
Dividendes		6 291	3 618
Frais d'administration		569	216
		<u>22 263</u>	<u>22 645</u>
<b>Gains (pertes) sur investissements</b>			
Réalisés		39 003	1 663
Non réalisés		(23 024)	26 182
		<u>15 979</u>	<u>27 845</u>
<b>Total des produits et des gains (pertes) sur investissements</b>		<u>38 242</u>	<u>50 490</u>
<b>Charges</b>			
Frais de gestion		12 447	12 210
Autres frais d'exploitation	17	1 004	1 594
Services aux actionnaires	17	1 017	1 018
		<u>14 468</u>	<u>14 822</u>
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<u>23 774</u>	<u>35 668</u>
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	18	<u>2 984</u>	<u>3 267</u>
<b>Bénéfice net de la période</b>		<u>20 790</u>	<u>32 401</u>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires</b>		<u>124 016 238</u>	<u>123 762 598</u>
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>		<u>0,17</u>	<u>0,26</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	124 664 633	1 278 650	223 812	1 502 462
<b>Bénéfice net de la période</b>	-	-	20 790	20 790
<b>Opérations sur le capital-actions<sup>(1)</sup></b>				
Émission d'actions ordinaires	10 888 546	131 207	-	131 207
Frais d'émission, nets des impôts de 1 006 \$	-	(1 516)	-	(1 516)
Rachat d'actions ordinaires	(5 012 654)	(50 121)	(10 172)	(60 293)
<b>Solde au 30 juin 2015</b>	<b>130 540 525</b>	<b>1 358 220</b>	<b>234 430</b>	<b>1 592 650</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	126 164 932	1 285 213	185 363	1 470 576
<b>Bénéfice net de la période</b>	-	-	32 401	32 401
<b>Opérations sur le capital-actions<sup>(1)</sup></b>				
Rachat d'actions ordinaires	(3 732 564)	(37 980)	(5 367)	(43 347)
<b>Solde au 30 juin 2014</b>	<b>122 432 368</b>	<b>1 247 233</b>	<b>212 397</b>	<b>1 459 630</b>

<sup>(1)</sup> Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2015 et 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2015 \$	2014 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net de la période	20 790	32 401
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Pertes (gains) sur investissements	(15 979)	(27 845)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	1 082	1 209
Impôts différés	565	(6)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(712)	(1 279)
Variation des actifs et des passifs opérationnels :		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(4 974)	(2 153)
Comptes débiteurs	804	(780)
Impôts sur le bénéfice à payer	(3 336)	-
Comptes créditeurs	(991)	334
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(81 793)	(52 888)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	65 160	40 540
Acquisition d'autres investissements	(645 154)	(287 238)
Produit de la cession d'autres investissements	569 165	344 362
	<u>(95 373)</u>	<u>46 657</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires	131 207	-
Rachat d'actions ordinaires	(60 293)	(43 347)
	<u>70 914</u>	<u>(43 347)</u>
<b>Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période</b>	(24 459)	3 310
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<u>52 548</u>	<u>20 284</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<u>28 089</u>	<u>23 594</u>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Intérêts reçus	15 819	18 516
Dividendes reçus	6 279	3 738
Impôts sur le bénéfice payés	10 729	5 426

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1 Loi constitutive, administration et investissements

### Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1<sup>er</sup> juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. La Société a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

### Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de la Société.

### Investissements

La Société peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen ajusté de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Aux 31 décembre 2014 et 2013, aucune somme



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

n'était exigible en vertu de ces règles. À la suite du budget provincial de mars 2015, à partir de 2016, il y aura des changements apportés aux règles d'admissibilité tel qu'expliqué dans le rapport de gestion à la page 14.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

## 2 Mode de présentation

### Déclaration de conformité

La Société a établi ses états financiers individuels intermédiaires (les « états financiers ») conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 19 août 2015.

### Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

### Entité d'investissement

La Société compte plusieurs actionnaires qui lui sont non liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans la Société sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*.

La Société a conclu qu'elle constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car elle obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

### **Instruments financiers**

La Société comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de la Société au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de la Société.

L'encaisse ainsi que les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

### **Évaluation de la juste valeur**

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### *Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés*

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

#### *Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés*

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur le marché à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de la Société. La méthode d'évaluation employée pour un instrument

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

## *Prêts et avances, actions non participantes*

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par la Société en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'elle exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

## *Actions participantes*

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

## *Caution*

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

## *Billets à payer et passifs financiers*

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, correspondant à la somme que la Société aurait à verser en vertu

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

### *Engagements afférents à des titres vendus à découvert*

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances à la date de présentation de l'information financière. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ». En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société a pris la décision de ne plus recourir à des titres vendus à découvert depuis le 22 décembre 2014.

### *Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat*

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites aux bilans au prix de vente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de vente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En raison de changements réglementaires, le gestionnaire de la Société a pris la décision de ne plus recourir à des titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de convention de rachat depuis le 22 décembre 2014.

### *Montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois*

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions des investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

## **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

## **Capital-actions**

Les actions de la Société sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de la Société en cas de liquidation de celle-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de la Société;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour la Société de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à la Société; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de la Société;
- le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions sur leur durée de vie est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de la Société sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états des variations de l'actif net.

## Constatation des produits

### *Intérêts et dividendes*

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

### *Frais d'administration*

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

### *Gains et pertes*

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées être un ajustement au produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par la Société en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de la Société, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états du résultat global à la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états du résultat global. La Société a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère. La Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

## Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Elle est également assujettie aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, la Société peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. La Société se considère en substance exemptée des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

## Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la Société exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. La Société estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que la Société porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de la Société afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. La Société considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, la Société a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

## 5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par la Société qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 30 juin 2015 sont présentées ci-après.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### **IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients***

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **IFRS 9, *Instruments financiers***

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Société évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 11 à 13 et font partie intégrante des états financiers audités.

## 7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse [capitalregional.com](http://capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2015		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	263 651	1 894	265 545
Actions privilégiées	137 223	5 923	143 146
Parts de fonds	192 169	16 126	208 295
Prêts et avances	120 956	(3 991)	116 965
Garantis			
Prêts et avances	4 144	(744)	3 400
	718 143	19 208	737 351
	Au 31 décembre 2014		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	227 529	26 302	253 831
Actions privilégiées	137 712	3 818	141 530
Parts de fonds	188 864	10 548	199 412
Prêts et avances	116 999	(4 502)	112 497
Garantis			
Prêts et avances	4 251	(598)	3 653
	675 355	35 568	710 923

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 32,7 M\$ (58,2 M\$ au 31 décembre 2014).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,9 % (10,9 % au 31 décembre 2014). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 7,2 M \$ (10,0 M\$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014). La quasi-totalité de la variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable aux changements du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,5 années (4,0 années au 31 décembre 2014) et la juste valeur de la portion venant à échéance dans moins d'un an est de 17,5 M\$ (11,8 M\$ au 31 décembre 2014).

### Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 30 juin 2015				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>(1)</sup> \$	Engagement total \$
Manufacturier	293 907	47 158	341 065	3 462	344 527
Services	205 138	(20 411)	184 727	10 500	195 227
Innovations technologiques	26 929	(23 665)	3 264	-	3 264
Fonds	192 169	16 126	208 295	130 783	339 078
<b>Total</b>	<b>718 143</b>	<b>19 208</b>	<b>737 351</b>	<b>144 745</b>	<b>882 096</b>

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2014				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés <sup>(1)</sup> \$	Engagement total \$
Manufacturier	268 718	41 551	310 269	3 216	313 485
Services	183 510	(10 484)	173 026	39 941	212 967
Innovations technologiques	34 264	(6 048)	28 216	-	28 216
Fonds	188 863	10 549	199 412	150 607	350 019
<b>Total</b>	<b>675 355</b>	<b>35 568</b>	<b>710 923</b>	<b>193 764</b>	<b>904 687</b>

<sup>(1)</sup> Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2015 (6 mois) \$	2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 et après \$	Total \$
33 955	50 778	16 133	8 948	34 931	144 745

## Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, la Société a déterminé qu'elle détient le contrôle (filiales) ou qu'elle exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 30 juin 2015		Au 31 décembre 2014	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
<b>Filiales</b>				
Entreprises partenaires	11	207 933	10	165 582
<b>Entités associées</b>				
Entreprises partenaires	16	132 341	16	127 610
Fonds	7	182 605	7	173 785

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada. Au 30 juin 2015, une entité associée est devenue une filiale suite à l'augmentation des titres de participation. De plus, la Société a investi dans une nouvelle entité associée.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par la Société dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % à 49 % pour les entités associées. À l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2014;) et d'une entité associée (une au 31 décembre 2014), les droits de vote pour ces entreprises partenaires sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

La Société a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels elle exerce une influence notable. Les participations sont constituées de parts et le pourcentage de détention varie entre 20 % et 90,9 % (20 % et 90,9 % au 31 décembre 2014).

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 8 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements* non audité est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse [capitalregional.com](http://capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

			Au 30 juin 2015
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	333 497	3 283	336 780
Provinciales, municipales ou garanties	137 158	4 358	141 516
Institutions financières	150 395	3 314	153 709
Sociétés	60 992	1 567	62 559
	<u>682 042</u>	<u>12 522</u>	<u>694 564</u>
Actions privilégiées	81 965	(5 677)	76 288
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	43 703	-	43 703
Fonds immobilier	2 936	84	3 020
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	(717)	(717)
	<u>810 646</u>	<u>6 212</u>	<u>816 858</u>
<b>Total</b>	<b>810 646</b>	<b>6 212</b>	<b>816 858</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Répartition des obligations par échéance

				Au 30 juin 2015
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	12 871	368 518	300 653	682 042
Valeur nominale	12 750	362 516	286 802	662 068
Juste valeur	12 881	374 863	306 820	694 564
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	3,25 %	2,58 %	3,16 %	2,84 %
Taux moyen effectif	1,73 %	2,02 %	2,39 %	2,18 %

				Au 31 décembre 2014
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$		Juste valeur \$
Obligations				
Fédérales ou garanties	266 507	2 814		269 321
Provinciales, municipales ou garanties	171 456	5 313		176 769
Institutions financières	146 086	3 882		149 968
Sociétés	50 325	1 690		52 015
	634 374	13 699		648 073
Actions privilégiées	72 948	(859)		72 089
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	46 361	-		46 361
Fonds immobilier	2 977	9		2 986
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	36		36
Total	756 660	12 885		769 545

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Répartition des obligations par échéance

				Au 31 décembre 2014
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	31 881	422 342	180 151	634 374
Valeur nominale	31 806	416 776	173 562	622 144
Juste valeur	31 898	429 486	186 689	648 073
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	1,59 %	2,78 %	3,59 %	2,94 %
Taux moyen effectif	1,28 %	2,35 %	2,94 %	2,47 %

(1) Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2015, la totalité des instruments de marché monétaire a une échéance au moment de leur acquisition entre 1 et 12 mois (entre 1 et 12 mois au 31 décembre 2014).

(2) Les contrats de change pour vendre un notionnel de 45,7 M\$ US ont une échéance de 3 mois (70,5 M\$ US au 31 décembre 2014).

(3) La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

## Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans les fonds immobiliers et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2015 (6 mois) \$	2016 \$	2017 \$	2018 \$	2019 et après \$	Total \$
16 750	20 250	-	-	-	37 000

## 9 Juste valeur des instruments financiers

### Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

				Au 30 juin 2015
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	710	-	736 641	737 351
Autres investissements	534 701	279 137	3 020	816 858
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	30 784	30 784
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>535 411</b>	<b>279 137</b>	<b>770 445</b>	<b>1 584 993</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	22 718	22 718

				Au 31 décembre 2014
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	894	-	710 029	710 923
Autres investissements	500 269	266 290	2 986	769 545
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	22 134	22 134
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>501 163</b>	<b>266 290</b>	<b>735 149</b>	<b>1 502 602</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	22 148	22 148

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période terminée le 30 juin 2015 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
<b>Juste valeur au 31 décembre 2014</b>	710 029	2 986	22 134	(22 148)
Gains (pertes) réalisés	34 092	-	4 193	-
Gains (pertes) non réalisés	(16 176)	75	-	(570)
Acquisitions/émission	82 506	108	5 073	-
Cessions/remboursements	(73 810)	(149)	(616)	-
<b>Juste valeur au 30 juin 2015</b>	<b>736 641</b>	<b>3 020</b>	<b>30 784</b>	<b>(22 718)</b>
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2015	9 806	75	-	(570)
	<b>9 806</b>	<b>75</b>	<b>-</b>	<b>(570)</b>
	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014			
	Investissements à impact économique québécois	Autres investissements	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	Billets à payer et passifs financiers
	\$	\$	\$	\$
<b>Juste valeur au 31 décembre 2013</b>	732 372	-	15 234	(15 000)
Gains (pertes) réalisés	(3 263)	-	356	(121)
Gains (pertes) non réalisés	19 117	-	-	(1 321)
Acquisitions/émission	54 167	-	-	-
Cessions/remboursements	(41 220)	-	(157)	1 077
<b>Juste valeur au 30 juin 2014</b>	<b>761 173</b>	<b>-</b>	<b>15 433</b>	<b>(15 365)</b>
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2014	16 852	-	-	(1 448)
	<b>16 852</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 448)</b>



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

				Au 30 juin 2015
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	50 670	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,0 % à 26,6 % (11,2 %)
Actions non participantes	95 392	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,2 % à 30,0 % (5,8 %)
Actions participantes majoritaires	165 352	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,7 % à 12,3 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	7,6 % à 22,3 % (11,7 %)
	41 905	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	684	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Actions participantes minoritaires	123 085	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	8,0 % à 16,3 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	1,3 % à 21,9 % (12,6 %)
	33 090	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	18 105	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	63	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
	<u>208 295</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
Parts de fonds	<u>736 641</u>			
<b>Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>				
	30 784	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,5 % à 12,0 % (5,9 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>				
	(22 718)	Diverses	-	-

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(Les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

				Au 31 décembre 2014
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	58 181	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	3,9 % à 26,1 % (11,9 %)
Actions non participantes	95 180	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	5,5 % à 30,0 % (7,0 %)
Actions participantes majoritaires	159 155	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	9,1 % à 12,5 % (10,3 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	7,5 % à 23,1 % (12,2 %)
	-	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	6 427	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Actions participantes minoritaires	124 802	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	7,8 % à 16,7 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	1,3 % à 20,1 % (13,3 %)
	40 481	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	25 708	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_ <sup>(2)</sup>
	683	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Parts de fonds	<u>199 412</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_ <sup>(2)</sup>
	<u>710 029</u>			
<b>Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>				
	22 134	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	0,9 % à 14,0 % (7,4 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>				
	(22 148)	Diverses	-	-

<sup>(1)</sup> En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en terme de pourcentage des ventes.

<sup>(2)</sup> En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

<sup>(3)</sup> Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## *Sensibilité de la juste valeur aux données non observables*

Bien que la Société considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

### *Prêts et avances, actions non participantes - Actualisation des flux monétaires*

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. La Société juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

### *Actions participantes - Capitalisation des flux monétaires*

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, la Société détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de la Société est de l'ordre de :

	<b>Au 30 juin 2015</b>	<b>Au 31 décembre 2014</b>
Actions participantes majoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,6 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,4 %

La Société est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de la Société.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### *Actions participantes - Transactions récentes et offres d'achat*

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. La Société doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Elle peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

### *Parts de fonds - Actif net redressé*

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que la Société a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, la Société doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. La Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

### *Autres techniques d'évaluation*

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, la Société considère que la juste valeur qu'elle aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

## 10 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 294	8 098
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	30 784	22 134
Montants à recevoir sur les cessions d'autres investissements	17 307	-
	55 385	30 232

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 25,2 M\$ (20,3 M\$ au 31 décembre 2014).

## 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Encaisse	13 901	9 174
Instruments de marché monétaire	14 188	43 374
	28 089	52 548

## 12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, la Société a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par la Société lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par la Société, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par la Société relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Les passifs financiers sont des montants que la Société aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2015, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 17,9 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (17,9 M\$ au 31 décembre 2014).

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 13 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 264	3 220
Montant à payer sur les acquisitions d'autres investissements	23 415	3 397
Autres	2 681	2 129
	30 360	8 746

### 14 Marge de crédit

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de 2015 ni au cours de l'exercice 2014.

### 15 Capital-actions

#### Autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

## Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 28 février 2014, la Société a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive concernant la capitalisation de la Société, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 4 juin 2014, a autorisé exceptionnellement la Société à recueillir 150 M\$ pour l'émission 2015. Du même coup, le taux du crédit d'impôt provincial octroyé pour l'acquisition d'actions a été fixé à 45 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de la Société, le montant maximum alloué par investisseur pour chacune des émissions 2014 et 2015 a été fixé à 3 000 \$.

La Société est tenue de payer des frais d'émission d'actions. Pour le semestre terminé le 30 juin 2015, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 1,5 M\$ (0,0 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2014), déduction faite des impôts, et sont présentés en diminution du capital-actions.

### Émis

L'actif net de la Société au 30 juin 2015 s'élève à 1 592,7 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission \$	Solde * M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	27,9	2008
2002	10,00	77,8	2009
2003	10,12 et 10,24	39,0	2010
2004	10,25	48,4	2011
2005	10,25	53,6	2012
2006	10,37 et 10,21	52,4	2013
2007	10,21 et 9,92	75,7	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	141,0	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	187,8	2016
2010	9,73 et 9,80	185,1	2017
2011	9,91 et 10,02	182,9	2018
2012	11,02	165,1	2019
2013	11,47	158,9	2020
2014	11,92	64,3	2021
2015	12,05	132,8	2022
Actif net		1 592,7	

\* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2015.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers audités.

## Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 : crédit d'impôt de 45 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

## 16 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé de l'actif net.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.



# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Société a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

## 17 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2015 \$	2014 \$
<b>Autres frais d'exploitation</b>		
Honoraires d'audit	99	101
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	325	274
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	54	53
Frais informatiques	350	637
Autres charges	176	529
	<u>1 004</u>	<u>1 594</u>
<b>Services aux actionnaires</b>		
Frais de fiduciaire	822	722
Communication de l'information aux actionnaires	134	162
Autres charges	61	134
	<u>1 017</u>	<u>1 018</u>

## 18 Impôt sur le bénéfice

### Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2015		2014	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	2 419	(273)	3 273	(125)
Différés	565	(733)	(6)	125
	<u>2 984</u>	<u>(1 006)</u>	<u>3 267</u>	<u>-</u>

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2015 \$	2014 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	9 486	14 232
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	(3 982)	(9 816)
Dividendes non imposables	(2 510)	(1 444)
Autres	(10)	295
	<u>2 984</u>	<u>3 267</u>

## Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2015 \$	Au 31 décembre 2014 \$
<b>Actif</b>		
Impôts en main remboursables	13 884	17 399
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	8 762	-
	<u>22 646</u>	<u>17 399</u>
<b>Passif</b>		
Impôts différés – frais d'émission	(1 851)	(1 118)
Impôts différés – autres	2 264	1 699
Impôts sur le bénéfice à payer	-	3 336
	<u>413</u>	<u>3 917</u>

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à la Société comprennent Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. La Société est donc indirectement liée au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de la Société.

- La Société a retenu les services de DCR et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de la Société. La convention de gestion attribue à la Société certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de la Société.

En vertu de cette convention, la Société s'est engagée jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Ces frais feront l'objet d'une renégociation entre la Société et son gestionnaire pour l'année 2016. Un ajustement aux frais de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.

- La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 30 juin 2015, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2015, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qui s'appliquera à tout renouvellement ou toute nouvelle convention jusqu'au 31 décembre 2019.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.
- La Société a confié à la Caisse centrale Desjardins ses opérations bancaires reliées à ses activités quotidiennes.
- La Société a confié à Valeur mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- La Société a confié à Groupe Technologies Desjardins l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements.

## Transactions entre les parties liées de la Société

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2015			Au 31 décembre 2014		
	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$
<b>Bilans</b>						
<b>Actif</b>						
Autres investissements	-	9 098	9 098	-	16 100	16 100
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	72	72	-	73	73
Encaisse	-	9 644	9 644	-	9 282	9 282
<b>Passif</b>						
Billets à payer et passifs financiers	-	19 764	19 764	-	19 773	19 773
Comptes créditeurs	2 631	465	3 096	1 034	405	2 384

	2015			Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2014		
	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées <sup>(1)</sup> \$	Total \$
<b>États du résultat global</b>						
<b>Produits</b>						
Intérêts	-	86	86	-	83	83
Gains (pertes) sur investissements	-	(4 464)	(4 464)	-	(1 298)	(1 298)
<b>Charges</b>						
Frais de gestion	12 447	-	12 447	12 210	-	12 210
Autres frais d'exploitation	-	679	679	-	842	842
Services aux actionnaires	-	822	822	-	722	722
<b>États des variations de l'actif net</b>						
Frais d'émission	-	2 490	2 490	-	-	-

<sup>(1)</sup> Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeur Immobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

# Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

Au 30 juin 2015

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 238 000 \$ (202 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2014).

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé audité du coût des investissements à  
impact économique québécois

**Au 30 juin 2015**  
(en milliers de dollars canadiens)



Le 19 août 2015

## **Rapport de l'auditeur indépendant**

### **Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins**

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2015. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

#### **Responsabilité de la direction pour le relevé**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4  
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2015 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

*(signée)* PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
			\$	\$		
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	108	-	108
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	33	-	158
VCC-Massénoir inc.	2010	S	-	197	-	197
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	302	-	302
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>			<b>125</b>	<b>640</b>	<b>-</b>	<b>765</b>
<b>Bas-Saint-Laurent</b>						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	48	-	48
Gestion Alain Hébert inc.	2009	S	-	139	-	139
Groupe Fillion Sport inc.	2008	S	-	73	-	73
Leblanc Environnement inc.	2008	S	250	-	-	250
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	S	-	59	-	59
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	299	-	299
<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>			<b>250</b>	<b>618</b>	<b>-</b>	<b>868</b>
<b>Capitale-Nationale</b>						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc.)	2010	S	-	6	-	6
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 262	-	300	3 562
Congébec Logistique inc.	2004	S	26 589	10 067	-	36 656
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	600	600
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	2 219	-	2 969
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 190	38	-	11 228
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	381	-	381
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
<b>Total Capitale-Nationale</b>			<b>43 291</b>	<b>13 650</b>	<b>900</b>	<b>57 841</b>
<b>Centre-du-Québec</b>						
A.C.M. Composites (1993) inc.	2013	M	-	-	1 500	1 500
Avjet Holding inc.	2009	S	3 731	5 484	-	9 215
CBR Laser inc.	2012	M	-	16 460	-	16 460
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	6 070	-	-	6 070
Métalus inc.	2008	M	-	136	-	136
Service funéraire coopératif Drummond	2007	S	-	311	-	311
<b>Total Centre-du-Québec</b>			<b>10 051</b>	<b>22 391</b>	<b>1 500</b>	<b>33 942</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
			\$	\$		
<b>Chaudière - Appalaches</b>						
CIF Métal Itée	2005	M	3 976	-	-	3 976
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	S	-	-	879	879
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 980	2 250	-	16 230
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	356	-	356
Hortau inc.	2010	M	555	-	-	555
Industries Fournier inc. (Les)	2013	M	17 000	3 682	-	20 682
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 364	-	4 334
Matiss inc.	2002	M	-	203	-	203
MTI Canada inc.	2008	S	-	8	-	8
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	264	-	264
<b>Total Chaudière - Appalaches</b>			<b>38 481</b>	<b>8 127</b>	<b>879</b>	<b>47 487</b>
<b>Côte-Nord</b>						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	970	-	-	970
<b>Total Côte-Nord</b>			<b>970</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>970</b>
<b>Estrie</b>						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	208	-	208
Camsco inc. (Camoplast Solideal inc.)	2002	M	7 709	-	-	7 709
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	760	-	760
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	691	-	691
CoopTel, coop de télécommunication	2009	S	-	325	-	325
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	763	-	763
Électro-5 inc.	2009	S	-	95	-	95
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	500	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	5 571	9 050	-	14 621
FilSpec inc.	2004	M	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	M	-	227	-	227
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	-	659	-	659
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	2 110	-	2 110
Multi X inc.	2006	M	-	113	-	113
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	M	-	12	-	12
<b>Total Estrie</b>			<b>25 490</b>	<b>15 513</b>	<b>-</b>	<b>41 003</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
			\$	\$		
<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>						
Construction L.F.G. inc.	2009	S	-	1 189	-	1 189
Éocycle Technologies inc.	2004	M	2 403	-	-	2 403
<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>			2 403	1 189	-	3 592
<b>Hors Canada</b>						
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
<b>Total Hors Canada</b>			2 360	-	-	2 360
<b>Lanaudière</b>						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	S	-	4	-	4
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
<b>Total Lanaudière</b>			2 250	4	-	2 254
<b>Laurentides</b>						
Groupe DCM inc.	2012	M	3 000	3 552	-	6 552
<b>Total Laurentides</b>			3 000	3 552	-	6 552
<b>Laval</b>						
Investissements Canadiens Libanais Corp. Itée (Les)	2007	M	-	3 070	-	3 070
<b>Total Laval</b>			-	3 070	-	3 070
<b>Mauricie</b>						
Classement Luc Beaudoin inc.(9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	547	-	547
Groupe Telecon	2011	S	48 389	6 894	-	55 283
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	118	-	135
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	2 002	-	2 002
<b>Total Mauricie</b>			48 406	9 561	-	57 967

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
			\$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
<b>Montérégie</b>						
A. & D. Prévost inc.	2011	M	9 472	7 500	-	16 972
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	50 000	-	-	50 000
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	3 029	-	3 029
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	517	-	517
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	2 509	-	-	2 509
Groupe Atis inc.	2015	M	28 000	1 828	-	29 828
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	75	-	75
Groupe Habitations Signature inc.	2010	M	-	1 358	-	1 358
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	S	-	375	-	375
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	3 000	410	-	3 410
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	809	-	809
Mirazed inc.	2007	M	780	25	-	805
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	S	-	42	-	42
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	M	-	172	-	172
Urecon Itée	2012	M	4 500	4 620	-	9 120
<b>Total Montérégie</b>			<b>107 261</b>	<b>20 760</b>	<b>-</b>	<b>128 021</b>
<b>Montréal</b>						
8973822 Canada inc. (anc. Vision Globale A.R. Itée)	2012	S	10 580	-	-	10 580
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	7 187	-	22 187
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 260	1 008	233	2 501
Attraction Radio inc.	2013	S	-	-	157	157
Behaviour Interactif inc.	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Cavalia inc.	2010	S	-	1 925	-	1 925
Elfiq inc.	2013	M	-	250	-	250
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	310	-	666
Groupe API inc.	2009	S	-	148	-	148
Groupe conseil OSI inc. (Alyotech Canada inc.)	2006	S	11 601	1 000	-	12 601
Groupe Graham International inc.	2011	M	7 147	1 088	-	8 235
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	43 000	7 000	-	50 000
Negotium Technologies	2008	IT	-	-	119	119
Recrutement Totem inc. (anc. Nicole Giguère Placement de personnel)	2013	S	-	290	-	290
<b>Total Montréal</b>			<b>111 380</b>	<b>20 206</b>	<b>509</b>	<b>132 095</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
			\$	Prêts et avances \$		
<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>						
Coopérative Forestière de Girardville	2007	M	-	492	-	492
Démolition et excavation Demex inc.	2008	S	-	212	-	212
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	S	-	300	-	300
Groupe Canmec inc.	2004	M	3 286	-	-	3 286
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	101	-	101
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	562	-	562
Services Nolitrex inc.	2008	S	181	8	-	189
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	M	258	-	-	258
<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>			<b>5 156</b>	<b>1 675</b>	<b>356</b>	<b>7 187</b>
<b>Fonds</b>						
Capital croissance PME s.e.c. I	2010	F	44 437	-	-	44 437
Capital croissance PME s.e.c. II	2014	F	44 991	-	-	44 991
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	55 826	-	-	55 826
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	9 350	-	-	9 350
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	8 905	-	-	8 905
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	3 667	-	-	3 667
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	2 677	-	-	2 677
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	3 212	-	-	3 212
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	19 104	-	-	19 104
<b>Total Fonds</b>			<b>192 169</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>192 169</b>
<b>Total au coût</b>			<b>593 043</b>	<b>120 956</b>	<b>4 144</b>	<b>718 143</b>

**Légende par secteur d'activité**

M: Manufacturier  
 S: Services  
 IT: Innovations technologiques  
 F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de la Société.

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé des autres investissements  
**Au 30 juin 2015**  
(en milliers de dollars canadiens)

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations (85,0 %)</b>				
<b>Obligations fédérales et garanties (41,2 %)</b>				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2019-12-15, 2,00 %	18 600	19 250	19 276
	2020-12-15, 3,35 %	14 000	15 275	15 456
	2022-03-15, 2,65 %	9 000	9 459	9 579
	2022-12-15, 2,40 %	21 350	21 736	22 280
	2023-09-15, 2,35 %	21 260	22 271	21 945
	2024-06-15, 2,90 %	19 500	20 790	20 851
Gouvernement du Canada	2023-06-01, 1,50 %	5 000	4 975	5 008
	2025-06-01, 2,25 %	18 400	19 129	19 342
LNH Banque de Montréal <sup>1</sup>	2017-09-01, 2,10 %	10 857	10 853	11 075
LNH Banque Toronto Dominion <sup>1</sup>	2017-08-01, 1,70 %	23 573	23 529	23 852
	2018-03-01, 1,40 %	19 714	19 679	19 871
	2018-04-01, 1,65 %	78 133	78 150	79 227
LNH Merrill Lynch Canada inc. <sup>1</sup>	2019-09-01, 1,85 %	30 427	30 931	31 057
	2020-05-01, 1,35 %	25 414	25 235	25 383
PSP Capital	2020-10-22, 3,03 %	4 550	4 857	4 897
	2024-04-04, 3,29 %	7 150	7 378	7 681
<b>Total obligations fédérales et garanties</b>		<b>326 928</b>	<b>333 497</b>	<b>336 780</b>
<b>Obligations provinciales, municipales ou garanties (17,3 %)</b>				
Cadillac Fairview Finance Trust	2018-05-09, 3,64 %	7 175	7 516	7 695
	2021-01-25, 4,31 %	1 200	1 299	1 367
Financière CDP	2020-07-15, 4,60 %	3 000	3 211	3 430
Municipal Finance Authority of British Columbia	2019-06-02, 2,05 %	2 000	2 068	2 058
	2020-06-01, 4,45 %	4 000	4 402	4 549
	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 139	2 264
	2022-06-01, 3,35 %	1 100	1 099	1 192
	2024-10-14, 2,95 %	2 000	2 133	2 072
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 549	1 681
OPB Finance Trust	2022-02-24, 1,88 %	650	650	645
	2023-05-24, 2,90 %	3 750	3 754	3 877
Province de l'Ontario	2022-06-02, 3,15 %	25 750	26 400	27 772
	2023-06-02, 2,85 %	18 429	18 736	19 332
Province de Québec	2021-12-01, 4,25 %	15 865	17 319	18 230
	2022-12-01, 3,50 %	33 250	36 661	36 612
Province du Manitoba	2023-06-02, 2,55 %	2 000	1 943	2 050
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	587	625
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 525	2 731
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 167	3 334
<b>Total obligations provinciales, municipales ou garanties</b>		<b>129 769</b>	<b>137 158</b>	<b>141 516</b>
<b>Obligations d'institutions financières (18,8 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-06-14, 1,12 %	1 000	1 000	1 001
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 124	2 248
Banque de Montréal	2017-07-12, 2,39 %	6 800	6 934	6 955
	2018-03-28, 6,17 %	4 000	4 312	4 485
	2022-03-16, 2,12 %	4 300	4 269	4 251

<sup>1</sup> Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations d'institutions financières (suite)</b>				
Banque Nationale du Canada	2016-06-22, 1,13 %	1 000	1 000	991
	2016-12-15, 2,70 %	8 500	8 596	8 676
	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 101	1 133
	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 294
	2022-03-18, 2,11 %	1 200	1 200	1 182
Banque Royale du Canada	2015-11-02, 3,18 %	7 500	7 531	7 544
	2018-12-11, 2,77 %	11 300	11 693	11 778
	2022-03-02, 1,97 %	1 900	1 900	1 857
Banque Scotia	2017-08-03, 2,90 %	6 000	6 037	6 163
	2018-03-22, 2,24 %	75	74	77
	2018-05-01, 1,33 %	10 359	10 357	10 333
Banque Toronto Dominion	2016-12-14, 4,78 %	7 134	7 275	7 456
	2018-04-02, 2,17 %	5 000	5 063	5 110
	2018-07-09, 5,83 %	4 000	4 263	4 489
	2020-06-24, 2,69 %	2 300	2 300	2 313
	2021-12-22, 2,62 %	3 000	3 000	3 078
	2024-07-24, 3,23 %	2 500	2 600	2 603
Caisse centrale Desjardins	2017-10-05, 3,50 %	4 200	4 174	4 402
Capital Desjardins	2020-05-05, 5,19 %	4 750	4 927	5 413
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2017-06-01, 4,17 %	2 000	2 067	2 100
	2018-11-29, 2,93 %	400	400	416
	2019-02-21, 2,81 %	2 500	2 565	2 594
Crédit Ford du Canada	2016-11-21, 2,63 %	300	300	304
	2020-05-07, 2,45 %	2 650	2 650	2 660
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	162	165
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	1 000	1 129	1 225
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2025-03-09, 3,53 %	900	900	894
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2019-06-20, 3,00 %	1 500	1 506	1 556
	2021-02-08, 3,50 %	2 000	2 096	2 102
	2022-06-20, 3,60 %	175	173	181
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 452	2 674
Financière Sun Life	2017-03-02, 4,38 %	1 000	1 038	1 046
	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 042	1 156
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	453
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 733	1 764
Fonds de placement immobilier Cominar	2019-06-21, 3,62 %	1 725	1 748	1 775
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	806
General Motors Financial Company	2020-05-22, 3,08 %	750	750	759
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 518	1 689
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	298
Intact Financial Corporation	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 106	1 129
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	2 250	2 419	2 575
Société de Financement GE Capital Canada	2018-02-08, 4,40 %	5 150	5 530	5 555
Société Financière Daimler Canada	2016-09-15, 3,28 %	3 000	3 042	3 068
	2018-03-26, 2,27 %	385	385	394
	2018-10-02, 1,42 %	1 100	1 100	1 097
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	2 037	2 220
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 193	2 357
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 449	2 452
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 413
<b>Total obligations d'institutions financières</b>		<b>146 738</b>	<b>150 395</b>	<b>153 709</b>



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Obligations de sociétés (7,7 %)</b>				
Algonquin Power & Utilities Corp.	2022-02-15, 4,65 %	750	783	803
Alimentation Couche-Tard	2025-03-02, 3,60 %	1 625	1 625	1 617
Alliance Pipeline	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 064	1 101
AltaLink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 029	1 081
Bell Canada	2016-09-26, 5,41 %	2 000	2 078	2 094
	2020-06-12, 3,54 %	2 300	2 366	2 431
	2021-05-19, 4,95 %	3 335	3 390	3 778
BMW Canada	2016-08-09, 2,88 %	2 000	2 034	2 036
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 075	1 131
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 869
Brookfield Renewable Energy	2025-03-02, 3,75 %	750	750	738
BRP Finance	2018-11-05, 5,25 %	2 425	2 639	2 675
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 038	2 045
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	750	819
Compagnies Loblaw	2016-06-01, 7,10 %	1 000	1 052	1 051
	2023-06-12, 4,86 %	2 200	2 421	2 464
Dollorama	2018-11-05, 3,10 %	220	223	229
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	2 000	2 186	2 193
	2022-12-05, 3,19 %	400	386	400
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	262
Hydro One	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 988	1 998
Inter Pipeline	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	969
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	321	339
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	981	990
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	900	919	937
Precision Drilling Corporation	2019-03-15, 6,50 %	1 250	1 284	1 252
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 700	1 713
	2020-09-15, 3,81 %	700	703	695
Rogers Communications	2020-09-29, 4,70 %	4 200	4 633	4 672
	2023-12-13, 4,00 %	800	797	835
Shaw Communications	2020-12-07, 5,50 %	1 000	1 121	1 150
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	403	420
Superior Plus LP	2017-12-09, 6,50 %	1 000	1 049	1 042
TELUS Corporation	2016-05-25, 3,65 %	2 250	2 289	2 293
	2019-12-04, 5,05 %	3 000	3 079	3 388
	2024-01-02, 3,35 %	1 000	1 019	1 005
Teranet Income Fund	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 146	1 170
Thomson Reuters	2020-09-30, 4,35 %	4 300	4 611	4 715
Toronto Hydro Corporation	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 027	1 031
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 100	1 084	1 128
<b>Total obligations de sociétés</b>		<b>58 633</b>	<b>60 992</b>	<b>62 559</b>
<b>Total obligations</b>		<b>662 068</b>	<b>682 042</b>	<b>694 564</b>
<b>Instruments de marché monétaire (5,3 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2015-10-01, 0,84 %	400	399	399
	2015-10-13, 0,84 %	1 500	1 496	1 496
Banque de Montréal	2015-08-26, 0,85 %	1 000	999	999
	2015-09-30, 0,85 %	1 000	998	998
	2015-12-15, 0,90 %	900	897	896
Banque Nationale du Canada	2015-09-15, 0,85 %	890	888	888

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$	
<b>Instruments de marché monétaire (suite)</b>				
Banque Royale du Canada	2015-07-28, 0,84 %	1 000	999	999
	2016-03-02, 1,00 %	1 885	1 872	1 873
Banque Scotia	2015-07-24, 0,84 %	1 000	1 000	999
	2015-08-31, 0,85 %	1 908	1 906	1 905
Banque Toronto Dominion	2015-08-17, 0,85 %	900	899	899
	2015-09-28, 0,85 %	1 000	998	998
	2016-05-13, 1,00 %	1 000	991	992
Honda Canada Finance	2015-10-22, 0,88 %	1 900	1 895	1 895
	2015-11-30, 0,90 %	1 000	996	996
Inter Pipeline	2015-07-14, 0,99 %	1 900	1 899	1 899
	2015-07-28, 0,97 %	1 000	999	999
Omers Finance Trust	2015-07-09, 0,83 %	1 900	1 900	1 900
	2015-08-04, 0,85 %	1 000	999	999
Province de la Colombie-Britannique	2015-09-23, 0,78 %	1 990	1 987	1 987
	2015-11-18, 0,84 %	851	848	848
	2016-04-22, 0,79 %	3 000	2 981	2 981
Province de l'Ontario	2015-07-02, 0,73 %	3 000	3 000	3 000
	2015-09-02, 0,74 %	9 000	8 988	8 989
	2015-09-23, 0,75 %	1 000	998	998
Société de transport de Montréal	2015-07-15, 0,87 %	1 500	1 499	1 499
Toyota Credit Canada	2016-01-05, 0,92 %	374	372	372
<b>Total instruments de marché monétaire</b>	<b>43 798</b>	<b>43 703</b>	<b>43 703</b>	
<b>Contrats de change (-0,1 %)</b>				
Caisse centrale Desjardins	2015-09-30, 1,2348 \$ CA/\$ US	45 700	0	(717)
<b>Total contrats de change</b>		<b>0</b>	<b>(717)</b>	
<b>Nombre de parts</b>				
<b>Fonds immobilier (0,5 %)</b>				
Fonds CORE Fiera Immobilier		1	1	1
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy		399 566	2 935	3 019
<b>Total fonds immobilier</b>		<b>2 936</b>	<b>3 020</b>	
<b>Nombre d'actions</b>				
<b>Actions privilégiées (9,3 %)</b>				
Banque de Montréal	Perpétuelle, 5,20 %	173 400	4 439	4 378
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	125 000	3 350	3 231
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 540
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	3 019
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 333
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	396
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 312

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Juste valeur \$
<b>Actions privilégiées (suite)</b>				
Banque Scotia	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 267	3 086
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 285
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 275
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	414
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 386
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 3,75 %	118 300	2 780	2 681
	Perpétuelle, 3,80 %	54 500	1 355	1 256
	Perpétuelle, 3,90 %	4 500	106	104
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,20 %	35 000	838	756
	Perpétuelle, 4,50 %	110 260	2 842	2 557
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	497
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	466
	Perpétuelle, 4,50 %	70 000	1 761	1 550
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	956
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	1 393
	Perpétuelle, 4,20 %	29 700	757	744
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	608
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	250
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	254
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 416
	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 343
Enbridge	Perpétuelle, 4,00 %	280 000	7 258	5 143
	Perpétuelle, 4,40 %	50 000	1 250	1 004
Financière Manuvie	Perpétuelle, 3,90 %	35 000	852	790
	Perpétuelle, 4,20 %	132 500	3 365	2 493
	Perpétuelle, 4,40 %	25 400	675	646
	Perpétuelle, 4,50 %	35 900	867	810
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	137 500	3 050	3 245
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 429
	Perpétuelle, 4,97 %	10 000	226	228
	Perpétuelle, 5,01 %	8 800	196	198
Fortis	Perpétuelle, 4,00 %	9 300	203	200
	Perpétuelle, 4,10 %	111 000	2 759	2 650
	Perpétuelle, 5,25 %	40 000	877	854
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 021
	Perpétuelle, 4,85 %	18 950	447	447
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 516
Husky Energy	Perpétuelle, 4,45 %	4 500	73	72
	Perpétuelle, 4,60 %	100 000	2 471	2 445
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	334
Intact Financial Corporation	Perpétuelle, 4,20 %	45 600	1 119	1 054
TransCanada Corporation	Perpétuelle, 4,00 %	50 400	1 152	1 119
	Perpétuelle, 4,25 %	4 600	103	104
<b>Total actions privilégiées</b>			<b>81 965</b>	<b>76 288</b>
<b>Total autres investissements (100,0 %)</b>			<b>810 646</b>	<b>816 858</b>

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Répertoire de la quote-part des  
investissements effectués au coût par les  
fonds spécialisés et partenaires  
**Au 30 juin 2015**  
(en milliers de dollars canadiens)

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c.</b>	<b>50,00</b>				
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>					
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	62	-	-	62
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	77	-	-	77
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	79	-	-	79
	Abitibi Géophysique inc.	-	250	-	-	250
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	79	-	-	79
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	57	-	-	57
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	247	-	-	247
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	975	-	-	975
	Industries Béroma inc. (Les)	-	254	-	-	254
	Integra Gold Corp.	36	-	-	-	36
	Location Lauzon inc.	-	160	-	-	160
	Propane Nord-Ouest inc.	-	-	142	-	142
	Ressources Cartier inc.	-	-	-	-	-
		150	-	-	-	150
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>186</b>	<b>2 240</b>	<b>142</b>	<b>2 568</b>
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>					
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)	-	164	-	-	164
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	223	-	223
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	107	-	-	107
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	48	418	-	466
	Groupe Fillion Sport inc.	-	301	-	-	301
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	88	-	-	88
	Matane Motosport inc.	-	-	319	-	319
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>		<b>708</b>	<b>960</b>		<b>1 668</b>
	<b>Canada Hors Québec et Ontario</b>					
	2994666 Canada inc. (Savard environnement)	-	238	-	-	238
	<b>Total Canada Hors Québec et Ontario</b>		<b>238</b>	<b>-</b>		<b>238</b>
	<b>Capitale-Nationale</b>					
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	181	-	-	181
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	215	-	215
	Éditions Gladius International inc.	-	-	111	-	111
	Excavation Vallier Ouellet inc.	-	131	-	-	131
	Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)	-	-	382	-	382
	Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)	-	-	234	-	234
	La Forfaiterie inc.	-	35	-	-	35
	LA VUE par Laforce inc. (anc.9261-8263 Qc inc.)	-	-	135	-	135
	Pavages Nordic inc.	-	275	-	-	275
	Radio-Onde inc.	750	-	-	-	750
	RCAA-Planifika inc.	-	-	212	-	212
	<b>Total Capitale-Nationale</b>		<b>750</b>	<b>622</b>	<b>1 289</b>	<b>2 661</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Centre-du-Québec</b>					
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	997		997
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	141	-		141
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	815		815
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	339	-		339
	Gestion TYT inc.	-	-	573		573
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	-	480	2 385		2 865
	<b>Chaudière - Appalaches</b>					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	238	-		238
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	350		350
	Décoplex inc.	-	-	481		481
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	97	-		97
	Fenêtres Sélection inc.	-	107	-		107
	Gesdix inc.	-	247	-		247
	Groupe Bertec inc.	-	150	-		150
	Gyptech Acoustique inc.	-	250	-		250
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	342		342
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	203		203
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-		250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	550		550
	Ultima Fenestration inc.	-	168	-		168
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	250	1 257	1 926		3 433
	<b>Côte-Nord</b>					
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	662		662
	9304-8254 Québec inc. (anc. Benoit Vigneault ltée)	404	-	-		404
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	179	-		179
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	116		116
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	114		114
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	128	-		128
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	125	-		125
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	586		586
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	220	-		220
	LA VUE Pierre-Bertrand inc. (anc. Zone Vue Québec inc.)	-	-	73		73
	LA VUE Thetford Mines inc. (anc. Clin.optométrie Vu (Thetford Mines) inc.)	-	-	56		56
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-		623
	Santerre Électrique inc.	-	15	150		165
	Sécurgence inc.	-	271	-		271
	<b>Total Côte-Nord</b>	404	1 561	1 757		3 722

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Estrie</b>					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM Itée)	459	203	-		662
	Certi Auto inc.	-	-	250		250
	Innotex inc.	-	335	-		335
	L.P. Royer inc.	-	1 215	-		1 215
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	625	-		625
	Plastech inc.	-	-	208		208
	SE2 inc.	-	-	121		121
	<b>Total Estrie</b>	<b>459</b>	<b>2 378</b>	<b>579</b>		<b>3 416</b>
	<b>Fonds</b>					
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	400	-	-		400
	<b>Total Fonds</b>	<b>400</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>400</b>
	<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>					
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	288	-		288
	<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>	<b>-</b>	<b>288</b>	<b>-</b>		<b>288</b>
	<b>Lanaudière</b>					
	Thermo Structure inc.	-	205	-		205
	<b>Total Lanaudière</b>	<b>-</b>	<b>205</b>	<b>-</b>		<b>205</b>
	<b>Laval</b>					
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	273	-		273
	<b>Total Laval</b>	<b>-</b>	<b>273</b>	<b>-</b>		<b>273</b>
	<b>Mauricie</b>					
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	277		277
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.(Les) (anc. 8420220 Canada inc.)	-	186	-		186
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	750		750
	Louis Lafrance & fils Itée	-	280	-		280
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	1 281	-		1 281
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	115	-		115
	RGF Électrique inc.	-	149	-		149
	<b>Total Mauricie</b>	<b>-</b>	<b>2 011</b>	<b>1 027</b>		<b>3 038</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Montérégie</b>					
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 575	-	1 575
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	103	-	-	103
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 575	-	1 575
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	210	-	-	210
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	345	-	345
	Action Mécanique inc.	-	36	-	-	36
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	500	-	500
	C.R.S./Vamic inc.	-	168	-	-	168
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 375	-	1 375
	Comax, coopérative agricole	1 500	-	-	-	1 500
	Fibres Serden inc. (Les)	-	108	-	-	108
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	908	-	908
	Groupe Deslandes Fortin inc.	-	-	175	-	175
	Groupe Loiselle inc.	-	260	-	-	260
	Groupe Rogers Ltée	-	113	-	-	113
	Hygie Canada inc.	-	-	608	-	608
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)	-	-	184	-	184
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	197	-	197
	Instruments Isaac inc.	-	65	-	-	65
	Plomberie St-Luc inc.	-	729	-	-	729
	Pneus Langelier inc.	-	219	-	-	219
	Produits forestiers Direct inc.	-	-	994	-	994
	Ressorts Foster ltée (Les)	-	51	-	-	51
	Station Skyspa inc.	-	-	418	-	418
	<b>Total Montérégie</b>		<b>1 500</b>	<b>2 062</b>	<b>8 854</b>	<b>12 416</b>
	<b>Montréal</b>					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 500	-	-	1 500
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	1 500	-	-	1 500
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	88	-	-	88
	Aéronav inc.	-	171	-	-	171
	Alta Précision inc.	1 250	750	-	-	2 000
	Attraction Média inc.	1 000	552	-	-	1 552
	Balcon Idéal inc.	-	458	-	-	458
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	778	-	778
	Bugatti-Sedona inc.	-	367	-	-	367
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	1 158	-	1 158
	Cime Décor inc.	-	-	418	-	418
	CTA de Negotium	-	1 190	-	-	1 190
	DEK Canada inc.	-	1 405	-	-	1 405
	Emballages Stuart inc.	625	-	-	-	625
	Ge-ber Transport inc.	-	135	-	-	135
	Gestion Vision Globale inc. (GVG)	-	422	-	-	422
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	157	-	157



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c. (suite)</b>	50,00			
	Les Studios Moment Factory inc. (anc. 9178-6574 Québec Inc.)	-	74	-	74
	LVL Studio inc.	500	525	-	1 025
	M.C. Crystal inc.	-	-	127	127
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	196	196
	Sid Lee inc.	-	-	1 380	1 380
	Solutions Victrix inc. (Les)	-	132	-	132
	Source Évolution inc.	-	-	1 009	1 009
	Systemex Communications (S.C.) inc.	-	600	-	600
	<b>Total Montréal</b>		3 375	9 869	5 223
	<b>Nord-du-Québec</b>				
	9223-3196 Qc inc. (Rona)	-	283	-	283
	Corporation Éléments Critiques	25	-	-	25
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	50
	Exploration Midland inc.	138	-	-	138
	Némaska Lithium inc.	17	-	-	17
	Ressources GéoMégA inc.	42	-	-	42
	Ressources Sirios inc.	31	-	-	31
	Ressources Sphinx Ltée.	-	30	-	30
	<b>Total Nord-du-Québec</b>		303	313	-
	<b>Outaouais</b>				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	-	-	1 429	1 429
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	188	188
	<b>Total Outaouais</b>		-	-	1 617

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME, s.e.c. (suite)</b>	50,00			
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	512	-	512
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	145	-	745
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	258	258
	Ambulance Médilac inc.	-	280	-	280
	Centrem ltée - 3888061 Canada inc.	-	-	96	96
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	150	150
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	575	-	725
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	106	106
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	335	335
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	106	106
	Innovation industrielle Boivin inc.	-	128	-	128
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	304	304
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	55	-	55
	Messagerie du Fjord inc.	-	379	-	379
	Métatube (1993) inc.	-	225	-	225
	POG inc.	-	-	125	125
	Récupère Sol - 8439117 Canada inc.	-	917	-	917
	Sécur inc.	-	157	-	157
	Sports Guy Dumas inc.	-	204	-	204
	Théka Industries inc.	-	244	-	244
	Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)	-	96	-	96
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	948	3 917	1 480	6 345
		8 575	28 422	27 239	64 236
	Fonds engagés mais non déboursés				1 850
	<b>Total Capital croissance PME, s.e.c.</b>				<b>66 086</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c.</b>	<b>50,00</b>				
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>					
	Ace services mécaniques inc.	-	100	-		100
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	1 350	-		1 350
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	136	-		136
	Industries Béroma inc. (Les)	-	-	150		150
	Service Mécanique Gilbert inc.	-	-	100		100
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>	-	<b>1 586</b>	<b>250</b>		<b>1 836</b>
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>					
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	225		225
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	200	-		200
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	150		150
	Gestion Brasa inc.	-	375	-		375
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>	-	<b>575</b>	<b>375</b>		<b>950</b>
	<b>Capitale-Nationale</b>					
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	340		340
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	250	-		250
	Capilex-Beauté Ltée	-	-	631		631
	Menuiserie R. Légaré inc.	-	-	214		214
	<b>Total Capitale-Nationale</b>	-	<b>250</b>	<b>1 185</b>		<b>1 435</b>
	<b>Centre-du-Québec</b>					
	NMédia Solutions inc.	-	150	-		150
	Reflec inc.	-	350	-		350
	Sipromac II inc.	-	-	450		450
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	-	<b>500</b>	<b>450</b>		<b>950</b>
	<b>Chaudière - Appalaches</b>					
	Acriart inc.	-	-	220		220
	Équipements Supérieurs inc.	-	750	-		750
	F. Charest Ltée	-	1 000	-		1 000
	Industries et équipements Laliberté Ltée (les)	-	700	-		700
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	96	-		96
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	-	<b>2 546</b>	<b>220</b>		<b>2 766</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c. (suite)</b>	50,00				
	<b>Estrie</b>					
	Industries C.P.G. Gagné ltée	-	137	-	-	137
	Innotex inc.	-	125	-	-	125
	Nautic & Art inc.	-	-	425	-	425
	S.E.2 inc.	-	25	-	-	25
	Sherlic inc.	-	-	350	-	350
	<b>Total Estrie</b>	-	287	775	-	1 062
	<b>Lanaudière</b>					
	Centre Nouvelle Vie (Pavillon Lanaudière)	-	270	-	-	270
	<b>Total Lanaudière</b>	-	270	-	-	270
	<b>Laurentides</b>					
	2642-7161 Québec inc.	2 000	-	-	-	2 000
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	598	-	-	948
	<b>Total Laurentides</b>	2 350	598	-	-	2 948
	<b>Laval</b>					
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	500	-	-	500
	Groupe Lumain inc.	-	-	1 750	-	1 750
	Norseco inc.	-	500	-	-	500
	<b>Total Laval</b>	-	1 000	1 750	-	2 750
	<b>Mauricie</b>					
	Placements Le Belvédère inc.	-	1 300	-	-	1 300
	<b>Total Mauricie</b>	-	1 300	-	-	1 300
	<b>Montérégie</b>					
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 000	-	-	1 000
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	138	-	138
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	225	-	225
	Contek Shilstone inc.	-	250	-	-	250
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	250	-	-	250
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	500	-	-	500
	Industries B. Rainville inc.	-	-	400	-	400
	MTL Technologies inc.	-	250	-	-	250
	<b>Total Montérégie</b>	-	2 250	763	-	3 013

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité) Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2014	<b>Capital croissance PME II, s.e.c. (suite)</b>	50,00			
	<b>Montréal</b>				
	9303-6408 Québec inc.(Atelier d'usinage de précision Innova	-	-	175	175
	Attraction Média inc.	-	753	-	753
	Bonneterie Richelieu (Int'l) inc.	-	-	721	721
	Datsit Studios inc.	-	250	-	250
	JSS Recherche Médicale inc.	1 500	-	-	1 500
	TV5 Québec Canada	-	-	2 502	2 502
	<b>Total Montréal</b>	1 500	1 003	3 398	5 901
	<b>Nord-du-Québec</b>				
	Corporation Aurifère Monarques	55	-	-	55
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Ressources GéoMégA inc.	75	-	-	75
	Ressources Sirios inc.	99	-	-	99
	<b>Total Nord-du-Québec</b>	309	-	-	309
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>				
	130395 Canada Inc. (Nordex)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J Fortin)	-	-	500	500
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	226	-	226
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	100	-	100
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	106	106
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	188	-	188
	Marché Guy Bergeron inc.	-	-	188	188
	Mermax inc.	-	-	200	200
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	1 875	514	994	3 383
		6 034	12 679	10 160	28 873
	Fonds engagés mais non déboursés				7 860
	<b>Total Capital croissance PME II, s.e.c.</b>				<b>36 733</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Desjardins – Innovatech, S.E.C.</b>	<b>54,49</b>				
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)		220	286	-	506
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		1 586	-	-	1 586
	Airex Énergie inc.		545	-	-	545
	Albert Perron inc.		695	-	36	731
	Asmacure inc.		518	-	-	518
	AxesNetwork Solutions inc.		1 359	-	272	1 631
	Biocéan Canada inc.		-	327	-	327
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	93	-	93
	Cadens Imagerie Medicale inc (Microsystemes DOG inc)		-	865	-	865
	E2Metrix inc.		272	-	31	303
	Emerillon Capital s.e.c.		2 049	-	-	2 049
	Éocycle Technologies inc.		1 305	-	-	1 305
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	44	191	235
	Gullivert Technologies inc.		55	-	-	55
	Handyem inc.		-	409	-	409
	Hortau inc.		-	-	272	272
	Kanwal inc.		-	-	538	538
	LaserAX		-	109	-	109
	LeddarTech inc.		831	-	-	831
	LVL Global inc.		191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.		-	126	-	126
	Novidév Santé active inc.		-	463	-	463
	Ocera Therapeutics inc.		94	-	-	94
	OptoSecurity inc.		-	100	-	100
	P.L.C. inc.		-	27	-	27
	Prevtec Microbia inc.		817	-	-	817
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
	Ressources Nippon Dragon inc. (anc. Rocmec Mining inc.)		163	-	164	327
	Simulations CMIabs inc.		817	-	-	817
	Solutions Extenway inc.		521	545	-	1 066
	Technologies Crysam inc.		-	223	-	223
	Technologies Intelia inc.		136	-	-	136
	TSO3 inc.		772	-	-	772
	VIMAC Early Stage Fund L.P.		610	-	-	610
			14 172	3 617	1 872	19 661
	Fonds engagés mais non déboursés					10 409
	<b>Total Desjardins - Innovatech S.E.C.</b>					<b>30 070</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2015

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2014	<b>Société en commandite Essor et Coopération</b>	90,91				
	Agropur Coopérative	4 546	-	-	4 546	
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2 727	-	-	2 727	
	Club coopératif de consommation d'Amos	-	909	-	909	
	Coop d'analyse sociale et environnementale	-	18	-	18	
	Coopérative de solidarité de santé de la MRC Robert-Cliche	-	5	-	5	
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	-	816	-	816	
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	123	-	-	123	
	La Coop fédérée	4 546	-	-	4 546	
	La Coop Uniforce	909	-	-	909	
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	-	56	-	56	
	Société coopérative agricole des Appalaches	908	-	-	908	
			13 759	1 804	-	15 563
	Fonds engagés mais non déboursés					4 877
	<b>Total Société en commandite Essor et Coopération</b>					<b>20 440</b>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement pour un montant supérieur à 10 M \$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



**Desjardins**  
**Capital régional**  
**et coopératif**

2, complexe Desjardins  
Bureau 1717  
C.P. 760, succursale Desjardins  
Montréal (Québec) H5B 1B8